

ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS : L'ECOLE MATERNELLE EST MENACEE !

Les attaques contre l'école publique sont de plus en plus importantes : classes et journées surchargées, suppressions de postes, remplacements mal effectués (9 postes de remplacement longue durée supprimés cette année), isolement des élèves en difficulté, abandon programmé des réseaux d'aide, réformes imposées, de la maternelle au lycée, sans concertation et conduites avec un seul objectif : la réduction des investissements de l'Etat dans l'école publique!

Déjà, l'année dernière à Paris, les postes de soutien-lecture ont été supprimés au nom de la mise en place du nouveau dispositif d'aide personnalisée, dont le principe est très contesté (rajouter du temps scolaire à des enfants qui ont déjà du mal à se concentrer, parfois pris sur l'heure des repas, paraît improductif à la plupart des pédagogues). Avec le projet de loi de finances 2009 (le budget de l'Etat), de nouvelles suppressions de postes se profilent : 13 500 dont 6 000 dans le primaire. ET... 3 000 enseignants spécialisés dans la difficulté scolaire (RASED) arrachés à leur fonction pour compenser (en partie...) les instituteurs manquants. Voilà qui éclaire le véritable but de ce « soutien scolaire » imposé sans concertation et dans l'improvisation la plus totale.

Une mesure, ainsi, vantée comme une amélioration, est en réalité une façon de « faire passer » un appauvrissement programmé de l'école: réaffecter les heures libérées par la suppression des cours le samedi matin à un « soutien scolaire » des enfants en difficulté, c'est avant tout une façon de faire des économies!

D'ores et déjà, aux 3 Bornes, les remplacements d'instituteurs manquants sont devenus un véritable casse-tête: pas de volants d'heures supplémentaires, une gestion de crise, au coup par coup. Qu'en sera-t-il quand de nouveaux postes seront supprimés?

L'ensemble des mesures qui sont mises en place dès cette rentrée doit être relié à celles qui s'annoncent pour que leur véritable sens apparaisse, derrière le discours qui les enveloppe pudiquement. Etalées dans le temps, conduites selon un calendrier précis, elles conduisent à la remise en cause à terme de l'école maternelle comme service public.

Deux événements dès cette rentrée permettent d'entrevoir les « solutions » à long terme qui sont envisagées:

- M. le ministre de l'éducation Xavier Darcos déclare qu'il n'est pas raisonnable de payer des institutrices pour « changer les couches » des enfants de petite section de maternelle.

Derrière la grossière méconnaissance du travail des instituteurs, ainsi que le mépris à l'égard des enfants de trois ans que l'on voit comme des « petits animaux » dont on ne prend en charge que le corps, il y a une idée: celle que l'on pourrait parfaitement recruter des personnels moins qualifiés, moins payés, auxquels on ne demanderait que de « garder » et non plus d'éduquer les enfants de petite section. Au-delà de la scolarisation des enfants de trois ans, le ministre voudrait « poser la question du pré-élémentaire » pour lequel les enseignants lui semble surqualifiés. Il faut rappeler que ces propos du ministre, destinés à rester confidentiels et qui ont « fuité » malgré lui dans les médias, ne sont pas des propos d'après banquet, mais une communication bien préparée, tenue cet été dans le cadre d'une commission des finances du sénat...

- Coïncidence? Une vaste campagne de recrutement de personnels chargés d'aider les instituteurs en classe est organisée...

En effet, la scolarité n'est pas obligatoire jusqu'à 5 ans...

La logique de ces mesures: IL S'AGIT BIEN DE SUPPRIMER A TERME LA PETITE SECTION DE MATERNELLE

Contre cette CASSE, qui ne dit pas son nom, il est parfois difficile de s'opposer: les mesures, prises une par une (qui, parmi nous les parents, connaît bien le travail des RASED?) NE MOBILISENT PAS TOUJOURS LES PARENTS. On peut toujours prêcher les bonnes intentions... Et chacun de nous, pris par son quotidien, n'a pas nécessairement le temps de s'informer... Les enseignants, qui eux connaissent le détail de ce qui est en train d'arriver, protestent, mais on limite la portée de leur expression en organisant le Service Minimum en cas de grève (au passage on habitue les parents à ce que leurs enfants soient pris en charge « au rabais », sans même un minimum de sécurité assurée...) La pression hiérarchique est renforcée sur les directeurs d'établissements et les ingérences du politique dans la vie de l'école se multiplient.

Pourtant, lorsque nous nous unissons, au-delà de toute appartenance politique, pour défendre les valeurs de ce BIEN COMMUN qu'est notre école, les résultats sont là: la protestation générale contre le fichage des enfants (projet « base élève ») l'année dernière a porté ses fruits: le projet a reculé et a été allégé.

L'éducation ne doit pas être la variable d'ajustement des économies à réaliser. Tandis que

l'on emploie des milliards à venir au secours des banques dont l'irresponsabilité et l'arrogance sont reconnues maintenant par tous, on sacrifie toujours plus ce qui nous constitue en société et ce qui est notre avenir : éducation, santé, recherche...

Ensemble, battons-nous

Signons la pétition.

Restons vigilants et mobilisés: lorsque les parents se sont mobilisés massivement pour leur école, les pouvoirs en place ont toujours reculé!
